

INSERTIONS

S'adresser au bureau du journal de 8 à 11 heures du matin et de 2 à 6 heures du soir à 10 heures du soir.

ADMINISTRATEUR

H. DUFFARD

Rédacteur en chef: J.-G. BORDY-D'ARBO

3

Publié sous le patronage des Sociétés Françaises de Montevideo et de l'Uruguay

2

Secrétaire de la Rédaction: CAMILLE SUDRIE

L'UNION FRANÇAISE

JOURNAL DU MATIN

PRO PATRIA

ABONNEMENTS

Montevideo et Département	Arg. Br.	Brasil	Europe
Un an	120	120	120
Un an	120	120	120
Un an	120	120	120
Un an	120	120	120

Les abonnements partent du 1^{er} et 15 de chaque mois.

Rédaction et Administration:

PIEDRAS, 277 (crazeir) (log)

LA LIQUIDATION DE LA BANQUE ANGLAISE

Une banque, a dit Mollion, doit toujours être prête à liquider.

Et il n'y a pas, en effet, de banque bien administrée, il n'y pas d'établissement de crédit prudemment et honnêtement dirigé, qui ne puisse constamment entrer en liquidation sans infliger à ses clients d'autres pertes que celles qui peuvent résulter de la suspension brusque et imprévue des crédits sur lesquels ils pouvaient se croire en droit de compter.

Cette situation est elle celle de la "Banque Anglaise du Rio de la Plata" ?

Tout permet de l'espérer.

Les chiffres du bilan présenté le 30 juin dernier, avec approbation du contrôleur officiel des Banques, les affirmations catégoriques de l'honorable M. Mac Crindle, gérant de l'établissement, la réputation inattaquable du Directoire de Londres, et enfin les renseignements de la dernière heure, d'où il résulte que l'actif excède d'une somme importante le chiffre du passif, tout se réunit pour autoriser à penser que la liquidation, si elle ne peut être évitée, se fera du moins dans des conditions relativement satisfaisantes.

Et il ne sera surtout ainsi pour les créanciers de la succursale de Montevideo, porteurs de billets ou dépôts.

Leurs droits primant, en effet, ceux de toute autre créance, ainsi qu'il résulte de l'article 153 du Code de Commerce et les incises 5 et 7 de la loi sur les Banques, — et, d'autre part, l'actif de la succursale est présumé supérieur au total des sommes exigibles.

Le "gouvernement" du reste, s'est empressé de prendre toutes les mesures requises par les circonstances, ainsi qu'il appert du décret du 21 juin courant, en vertu duquel une Commission composée du Contrôleur des Banques, du Comptable Général de la Nation et du Gérant de la Banque Anglaise, a procédé à la vérification des existences métalliques et de l'émission autorisée de la Banque en déconfiture.

Avant même que cette mesure eût été prise, confiants en la probité de la gérance et en la sincérité de ses bilans mensuels, nous n'avions pas hésité à affirmer que les porteurs de billets ne couraient aucun risque et qu'il y aurait folie, de leur part, de la sacrifier aux escamoteurs, sous la pression d'une panique aussi injustifiée qu'irréflective.

Par malheur, la peur n'est pas moins mauvaise conseillère que la faim, et plus d'un pauvre diable regrettera demain la précipitation qui lui aura fait perdre de 10 à 30 pour cent au profit de Gobeck qui rira à gorge déployée de son effacement et de sa naïve pusillanimité.

Nous ne sommes pas sûrs qu'aujourd'hui encore il ne se sera pas rencontré quelques timides gogos pour se laisser dévaliser ainsi.

La peur n'a raisonnable pas, et les apparences croient plus volontiers en de tels moments les spéculateurs qui les exploitent que les journaux qui les consolent.

Le Gouvernement pourrait croyons-nous couper court facilement au trafic des billets de la Banque Anglaise.

Il a déjà rappelé, dans son décret, les dispositions tutélaires de la loi, en faveur des créanciers du l'Uruguay.

Et la conviction qui en résulte a amorti bien certainement les appréhensions du beaucoup.

Ces appréhensions disparaîtraient tout à fait si l'on publiait le résultat authentique des investigations faites hier dans les caisses de la Banque.

Il n'y a pas d'argument, pas de rhétorique qui vaille un chiffre en pareil cas.

Et comme il est à peu près indubitable que les chiffres viendront ici confirmer pleinement les affirmations de M. Mac Crindle, on tranquilliserait les nombreux porteurs de billets que la frayeur du perdre un pécule péniblement amassé condamne à l'insomnie ou dont elle fait une proie trop facile pour messieurs les usuriers.

Le chômage imposé par décret à peu être utile pour donner aux esprits le temps de se rassurer et de se rendre compte de la situation, ainsi que pour permettre à des établissements pris au dépourvu, de se munir des ressources rendues forcément nécessaires; mais la suspension ainsi décrétée serait évidemment complétée par une déclaration autorisée et sincère qui ferait espérer avec plus de patience la liquidation inévitable.

Il n'est pas indifférent non plus de savoir comment se fera cette liquidation.

L'abandonnera-t-on aux manipulations ordinaires de la justice commerciale avec son cortège de tribunaux, d'avocats et de syndics ?

On sait comment se fondent en pareils cas les actifs les plus liquides.

Et rien ne pourrait être plus contraire aux intérêts de la collectivité créancière.

Quand il s'agit d'une banque d'émission et de l'un des facteurs principaux du crédit d'un pays, les Gouvernements ont des obligations spéciales, et ce n'est qu'après avoir épuisé tous les moyens d'empêcher une liquidation brutale, qui serait fatalement ruineuse, au moins pour les actionnaires et peut-être pour les déposants, qu'il sera loisible de laisser la justice commerciale ordinaire suivre son cours, — qui pour être lent n'en est pas moins désastreux, presque toujours.

Il nous nous dit que cette opinion compte d'admirables adhérents. Nous avons été heureux d'en trouver un écho dans les colonnes de *El Siglo*, et des renseignements puisés à bonne source nous donnent le droit d'affirmer que le Gouvernement n'est pas éloigné d'en faire sa règle de conduite.

Il est même à peu près certain que des pourparlers ont été entamés pour arriver à une liquidation amiable qui serait confiée au Gérant de la Banque, à un commissaire du Gouvernement et à un délégué des créanciers.

D'autres bruits encore ont été mis en circulation. On nous a assuré que la Banque de Londres et du Rio de la Plata aurait manifesté l'intention de prendre à sa charge l'actif et le passif de la Banque Anglaise à Montevideo.

Si cette nouvelle arrivait à se confirmer, elle serait bien accueillie, croyons-nous. La Banque de Londres a prouvé sa force et sa prévoyance, et le législateur uruguayen lui permet une opération dont la capitale importance n'est pas à la portée de la plupart des maisons de crédit.

Mais quel qu'il soit de ces rumeurs, il faut savoir que le Gouvernement des mesures qu'il a prises, et de celles qu'il prendra encore, pour atténuer dans la mesure du possible les conséquences fâcheuses d'une catastrophe qui est venue arrêter dans son essor l'œuvre éprouvée du relèvement à laquelle il s'était consacré.

Si la clairvoyance, son activité et son énergie, associées aux patriotiques efforts et à la résignation stoïque du peuple, peuvent tout réparer.

Sera-t-on moins patriote dans l'Uruguay qu'on ne l'a été aux Etats-Unis dans des circonstances analogues ?

Nous nous refusons à le croire.

La commission du budget

La commission du budget a adopté hier le budget de la Caisse d'épargne sans modifications. Elle a également voté le budget des Conventions.

La commission des douanes

La commission des douanes a repoussé le projet de M. Deville, ministre de l'Agriculture, relatif aux primes à donner aux cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a accepté l'exemption à condition d'accorder des primes aux cultivateurs, tandis que le gouvernement proposait d'attribuer des primes aux éleveurs, des éleveurs et des cultivateurs.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

La commission a également accepté l'exemption de l'impôt sur le revenu des cultivateurs de chanvre et de lin comme compensation de l'exemption accordée aux éleveurs et aux lins de provenance étrangère.

Il sur la mauvaise volonté des patrons la responsabilité des événements qui peuvent surgir.

Il est déclaré que la grève continuera pacifiquement jusqu'à ce que les renteurs obtiennent gain de cause.

On assure que chez M. Julien Lagache, maître de Roubaix, les renteurs ont obtenu ce qu'ils demandent, c'est-à-dire la journée de dix heures et le nouveau tarif.

LES OMNIBUS DE MARSEILLE

On télégraphie de Marseille, 27 juin : Les voitures de la Compagnie nouvelle qui circulent ce matin, ont été assaillies, malgré la présence de deux agents de police sur chaque voiture, par une foule nombreuse de grévistes dans laquelle on remarquait des femmes et des enfants. Les traits des chevaux ont été coupés.

Les employés, injuriés, maltraités, ont refusé de continuer le service. En ce moment, trois voitures seules circulent et, devant l'impossibilité de continuer le service, la Compagnie nouvelle est décidée à liquider.

Une arrestation a été maintenue. Ce soir aura lieu un rassemblement à la Bourse du Travail. La grève générale sera donc, suivant la décision prise par la Compagnie nouvelle.

A ROUEN

On mande de Rouen, 27 juin : Ce matin, 250 tessons de l'établissement Buttel et Hottel ont été trouvés, soit dans les rues, n'ayant pas obtenu une augmentation de salaire demandée pour une mise en mouvement d'un nouveau genre.

Cette grève entraîne le chômage de 450 autres ouvriers de l'établissement. Le calme est complet.

M. de Lanessan à Saigon

M. de Lanessan, nouveau gouverneur général du Indo-Chine, a fait hier son entrée officielle à Saigon.

Toutes les autorités civiles et militaires s'étaient portées au-devant de lui et toutes les troupes de la garnison étaient échelonnées sur le parcours.

Un grand nombre de colons étaient accourus de tous les points de la Cochinchine pour assister à cette cérémonie.

Un douanier attaqué

On mande de Nancy, 25 juin : Hier soir, à Jœuf, canton de Briey, dix heures dix minutes du soir, un douanier français, du nom de Hatten, a été assailli par plusieurs ouvriers allemands d'une usine voisine. Il a reçu plusieurs blessures à la tête et a été traîné jusqu'à la frontière. Son fusil, qui lui avait été arraché, a été rapporté.

Les ouvriers en question seraient des sujets luxembourgeois, engagés par l'usine Jœuf-Lorraine. Ils se sont soulevés contre le douanier qui leur avait fait perdre le droit de passage.

Les pompiers français en Angleterre

On mande de Windsor, 27 juin : Les sapeurs-pompiers français sont arrivés dans la matinée. Ils ont été reçus par le comité de réception et la garde d'honneur, consistant en détachements des brigades de pompiers de Windsor, Eton et Egham sous le commandement du capitaine Hyslop.

Les sapeurs sont allés à l'Hôtel de Ville où ils ont été reçus par le maire et les membres de la municipalité.

Après la visite des appartements particuliers du château de Windsor, ils ont déjeuné. Puis ils ont visité le dépôt des pompiers et sont allés ensuite au collège d'Eton, où ils ont provisionné le docteur Waime, les sapeurs.

La ville de Windsor est ravie.

Le brigandage en Turquie

La Nouvelle Presse libre apprend qu'une vingtaine de personnes ont été arrêtées dans le voisinage de Bile, la ville, près de laquelle on lui a remis de la rançon à Athènes.

Ces personnes sont accusées d'avoir eu des rapports avec les brigands et de leur avoir servi de recrues.

A la Chambre Italienne

UNE SEANCE ORAGEUSE

On télégraphie de Rome, 27 juin : L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Cavallotti à M. di Rudini sur les rapports anglo-italiens récemment discutés à la Chambre des Communes et sur les informations répandues dans la presse relatives au renouvellement éventuel de la Triple Alliance.

M. Cavallotti dit qu'en présence des récentes déclarations de M. di Rudini, d'après lesquelles la politique étrangère ne doit pas être confondue avec la politique intérieure, il se retire de l'interpellation.

M. Cavallotti ne veut pas, en effet, être entraîné sur un terrain où il ne veut pas aller, mais il se réserve de la présenter de nouveau, s'il le juge utile, après le développement de l'interpellation de M. Colajanni sur la politique intérieure (Mouvement de surprise).

Le président annonce qu'il a reçu l'interpellation suivante de M. Brin, ancien ministre de la marine dans le cabinet précédent :

« Le commandant de l'interpellation le ministre des affaires étrangères sur la direction donnée à la politique étrangère. (Vive surprise) »

M. di Rudini, favorisé par ce dépit, demanda la discussion immédiate.

M. Cavallotti estima que le règlement n'y opposait. (Mouvements divers). Il n'a renoncé

à prendre la parole que pour ne pas prolonger les travaux de la Chambre en adressant avec son collègue, M. Colajanni, deux interpellations courtes à M. di Rudini; mais la discussion est ouverte, il réclame la priorité.

M. Brin développe son interpellation. Il ne désire pas provoquer une déclaration sur la politique étrangère, car il approuve la politique que sur laquelle le pays s'est déjà prononcé. (Interjections à l'extrême gauche).

MM. Cavallotti et Imbriani protestent contre le développement de l'interpellation de M. Brin, inscrite à la suite de celle de M. Colajanni à l'ordre du jour. (Agitation).

Le président invite la Chambre au calme. L'extrême gauche se lève tout entière. Plusieurs députés interpellent le président et l'accusent de favoriser le jeu ministériel.

La tumulte devient indescriptible. Le président se couvre.

A la reprise de la séance, le président défend sa conduite, mais il est décidé à se soumettre au jugement de la Chambre.

M. di Rudini déclare que le cabinet est parfaitement d'accord et soutiendra sur toutes les questions; mais il veut deux discussions séparées et deux votes distincts.

M. Cavallotti insiste pour que la discussion de l'interpellation de M. Colajanni vienne la première.

M. Nicotera, ministre de l'Intérieur, fait observer que la discussion sur la politique étrangère doit précéder celle sur la politique intérieure, parce qu'elle a trait aux intérêts les plus élevés de la patrie.

M. Partano croit que la situation intérieure et économique du pays ne nécessite pas une interpellation.

M. di Rudini prononce quelques paroles. Le président invite M. Brin à développer son interpellation.

Les rumeurs et les cris recommencent à l'extrême gauche.

Le président se couvre.

La séance est levée à sept heures.

A l'issue de la séance de la Chambre à laquelle M. Crispien assistait, l'agitation était très grande dans les couloirs du Monte Citorio. On commentait beaucoup l'attitude du président.

De nombreux députés l'accusaient d'avoir voulu, au mépris de son impartialité, peser sur les décisions de la Chambre et d'avoir ainsi provoqué un indescriptible tumulte qui n'a pas duré moins de vingt minutes.

On a beaucoup remarqué l'indécision du ministre au cours de la séance, pendant que le président essayait de persuader à M. Cavallotti de laisser parler M. Brin, et aussi les paroles embauchées de M. di Rudini.

Cependant, on ne croit pas que le ministère soit compromis; mais l'effet moral est désastueux.

M. di Rudini qui devrait compter pouvoir offrir à la Triple Alliance une victoire facile a été obligé de se défendre avec une extrême habileté, car il a dû échapper à l'obstruction bruyante de l'extrême gauche.

Dans les cercles parlementaires, spécialement occupés de politique étrangère, on a la conviction que l'effet sera déplorable à Venise et plus encore à Berlin.

LES GRANDES MANŒUVRES EN ALSACE

On écrit de Strasbourg au Temps : Il paraît se confirmer que des grandes manœuvres divisionnaires auront lieu en Alsace, au mois de septembre prochain. Ce sont, affirme-t-on, les environs de Frette qui ont été choisis pour le terrain, et ce serait le major Huenen, ancien attaché militaire allemand à Paris, actuellement en garnison à Fribourg, qui aurait été chargé d'élaborer les plans.

Il faut encore se demander si le maire de Haguenau a été consulté par l'autorité supérieure afin de savoir si la commune paierait les dépenses de l'opération, ce qui est probable pour des officiers généraux. On a conclu que le quartier général se trouverait probablement pendant quelques jours dans cette commune.

LES MANŒUVRES DANS LE NORD

Lille, 27 juin.

Le premier contact a eu lieu entre la cavalerie et les deux divisions en avant d'Orchies.

Les chasseurs de la première colonne avaient posé une forte pointe en avant quand ils ont rencontré les cuirassiers. Ils se sont précipités à leur rencontre pour deux heures pour les charger.

Après avoir inspecté les casernes d'infanterie et d'artillerie, il s'est rendu au préfect maritime à bord de l'« Éclair », où il a été salué de la coupe de canon.

Il s'est embarqué ensuite sur le torpilleur 127 et a visité les postes de torpilles de la côte. Il est reparti dans la soirée pour Marseille.

LES MANŒUVRES DANS LE NORD

Lille, 27 juin.

Le premier contact a eu lieu entre la cavalerie et les deux divisions en avant d'Orchies.

Les chasseurs de la première colonne avaient posé une forte pointe en avant quand ils ont rencontré les cuirassiers. Ils se sont précipités à leur rencontre pour deux heures pour les charger.

Après avoir inspecté les casernes d'infanterie et d'artillerie, il s'est rendu au préfect maritime à bord de l'« Éclair », où il a été salué de la coupe de canon.

Il s'est embarqué ensuite sur le torpilleur 127 et a visité les postes de torpilles de la côte. Il est reparti dans la soirée pour Marseille.

Le «Nouvel Temps» annonce que l'escadre d'évolution, commandée par M. le vice-amiral Koznakow, a dû quitter le 5 juin la rade de Transud pour un voyage dans tous les ports russes du golfe de Finlande et de la mer Baltique.

Pour le 5 juillet, le voyage circulaire de l'escadre devra être terminé et elle viendra, selon toutes les probabilités, mouiller dans la rade de Cronstadt pour la réception de l'escadre française.

LES FUSILLADES D'HAÏTI

21 Juin.

Un commerçant qui fait beaucoup d'affaires avec Haïti, communiqué à l'Agence *Dixie* les nouvelles suivantes, qu'il vient de recevoir, et qui ont été écrites par son correspondant au cours de ses derniers incidents :

Il y a eu une prise d'armes jeudi, à dix heures du matin. On a attaqué le palais du Sénat; mais, après une fusillade qui a failli beaucoup de morts sur le carreau les assaillants s'en sont retirés.

Le gouvernement a fait aussitôt pratiquer des fouilles dans les maisons suspectes. Les personnes arrêtées ont aussitôt été fusillées. La fusillade ne cesse ni le jour ni la nuit. La population est en état d'incendie niillage, mais les exécutions ont lieu sans interruption. C'est sur l'ordre même du président que Ernest Lacroix, âgé de quarante-deux ans, et Martineau, âgé de vingt ans, ont été fusillés.

On cite encore parmi les victimes : M. L. Lacroix, ancien ministre de Légitime, quarante-sept ans; Alexandre Malin, artiste, dix-neuf ans; le chef révolutionnaire Sully-Guérrier, cinquante-deux ans, ainsi que tous les soldats du 3^e régiment, 600 hommes environ : Ph. Gaciel, journaliste, vingt-sept ans; Sully-Guérrier, chef révolutionnaire, cinquante-deux ans; et jusqu'au dernier moment une attitude très calme. On annonce encore comme imminente l'exécution du général Lacroix, soixante-dix ans; des frères Lacroix, trente-cinq et trente-sept ans; de l'avocat Léger Cayen, trente-sept ans, et de huit autres citoyens livrés par Ch. Colon, consul de la République dominicaine.

On vient de faire afficher une proclamation ainsi conçue :

« 1^o Tout individu circulant avec une arme sera arrêté, enfreint et jugé conformément à la loi; »

« 2^o Tout citoyen qui ne pourra pas justifier d'un domicile sera considéré comme un ennemi de la patrie; »

« 3^o La police seule a le droit de circuler armée; »

« 4^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

« 5^o Après six heures du soir la circulation est interdite, et la ville est placée en état de siège. Les maisons de commerce ainsi que les bureaux publics doivent être fermés. Chacun doit demeurer à son domicile. »

« 6^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

« 7^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

« 8^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

« 9^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

« 10^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

« 11^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

« 12^o Toute arme saisis sera remise à l'officier de police; »

